

PARIS (MPE-Média) – La société LFoundry de Rousset (Bouches-du-Rhône) qui produit des « tranches de silicium » pour l'industrie électronique a déposé son bilan jeudi dernier auprès du tribunal de commerce de Paris, apprend-on de source syndicale. Le groupe a six mois pour trouver une solution viable. Détails.



De gauche à droite : MM. Günther Ernst et Jean-Pierre Delesse, respectivement PDG et DG marketing et ex Président pour la France de LFoundry. Le CE de Rousset leur reproche un détournement de bien social constaté en 2012 (Ph SD LFoundry)

Placé en redressement judiciaire avec une période d'observation de six mois, le site de Rousset

(Bouches-du-Rhône) connaît une situation délicate depuis la vente intervenue en 2010 par le groupe américain Atmel de son unité de fonderie de semi-conducteurs au groupe allemand LFoundry, basé à Landshut près de Munich, explique la Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT.

Les commandes auraient en effet chuté d'environ 30 % depuis le début du mois d'avril en raison de la non reconduction en juin 2013 d'un contrat avec Atmel pour la production de tranches de silicium, poursuit la CFDT qui dit souhaiter un réexamen de cette clause d'arrêt des commandes de la part de l'ancien propriétaire du site :

« Depuis plusieurs semaines, la CFDT tente d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés que traverse l'usine de semi-conducteurs. Elle espère désormais que toutes les parties pouvant intervenir en sa faveur dans ce dossier parviendront à se mettre autour de la table pour évoquer une solution. Elle souhaite en particulier qu'Atmel prolonge de quelques mois son contrat de sous-traitance, c'est-à-dire le temps nécessaire pour LFoundry de monter en puissance et d'atteindre un volume de production suffisant pour assurer la pérennité de la société. »

Une société allemande sérieuse

Pour la CFDT, « Atmel doit assumer ses responsabilités : le groupe américain avait en effet choisi LFoundry comme repreneur sous prétexte qu'elle était une société allemande sérieuse et rigoureuse, sans aucune dette, alors que son manque de viabilité financière a très vite été démontré et a conduit l'entreprise dans sa situation délicate actuelle », explique la centrale syndicale.

Le site de Rousset compte 700 salariés, dont 80 en contrat à durée déterminée, pour 300 emplois indirects. Un plan de réduction de l'effectif d'une ampleur non définie est redouté par la CFDT.

La Comité d'entreprise du site Atmel de Rousset a par ailleurs déposé une plainte pour abus de bien sociaux auprès du parquet de Paris, pour un montant estimé à plus de 20 millions d'euros qui auraient été versés par la filiale à son holding allemand sans justification précise selon les conseils des syndicats.

LFoundry Rousset est en quête d'un repreneur depuis bientôt un an. Son Directeur d'alors M. Jean-Pierre Delesse a été promu directeur du marketing du groupe allemand en septembre 2012 et remplacé par M. Jean Vaylet, qui a échoué par la suite à céder des parts de l'unité à un fonds d'investissement saoudien, la Compagnie d'investissement et de développement technologique TAQNIA, filiale du véhicule public d'Arabie Saoudite. En septembre 2012, LFoundry annonçait à la presse spécialisée prévoir 25 millions d'euros d'investissement sur trois ans dans la R&D du site de Rousset

LFoundry vient de racheter une usine en Italie

Le groupe LFoundry a annoncé le 3 mai dernier sur son site internet avoir fait l'acquisition d'une filiale italienne de Micron Technology spécialisée dans la fabrication de semi-conducteurs pour l'industrie électronique.

Le maire de Rousset M. Jean-Louis Canal a demandé au Ministre du Redressement productif M. Arnaud Montebourg de tenter une médiation auprès de la direction allemande du groupe LFoundry. Le site qui employait 1.200 personnes fin 2009 avait déjà été menacé de fermeture par le groupe américain Atmel qui l'avait lui-même racheté à une société française.

Ancienne filiale du groupe japonais Hitachi, le groupe allemand LFoundry avait été lui-même restructuré en octobre 2011 – en fermant sa propre unité allemande de fabrication de composants de Landshut - peu avant de faire l'acquisition de l'unité « fab7 » de Rousset - et d'un autre site en Loire-Atlantique - auprès de l'américain Atmel, misant alors sur le succès de la vente d'un nouveau produit à base de silicium pour l'industrie électronique, le PDK 110 flash.

Le groupe californien Atmel avait lui-même racheté le site en 1995 à la société française European Silicon Structures (ES2), spécialiste de la fabrication de composants de « mémoires non volatiles » à base de silicium, concurrent à l'époque de ST Microelectronics, Freescale semiconductor et de Samsung pour la production de circuits intégrés spécialisés.

C.J.

Voir aussi sur :

www.LFoundry.com

La lettre et le site
Des Matières premières
et de L'Energie



MPE MEDIA
Au cœur des Matières Premières

www.mpe-media.com